ASSEMBLÉE NATIONALE

7 juillet 2017

RENFORCEMENT DU DIALOGUE SOCIAL - (N° 19)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 238

présenté par

M. Hetzel, M. Marleix, M. Straumann, M. Quentin, M. Dive, M. Menuel, Mme Bazin-Malgras,
M. Furst, M. Gosselin, M. Bazin, M. Rémi Delatte, M. Reiss, M. Pierre-Henri Dumont,
M. Goasguen et M. Saddier

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:**

Au deuxième alinéa de l'article L. 3121-41 et à l'article L. 3121-45 du code du travail, le mot :« neuf » est remplacé par le mot :« douze ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement propose de porter de 9 à 12 semaines la période maximale de référence durant laquelle l'employeur de moins de 50 salariés peut répartir le temps de travail par décision unilatérale.

Alors que les grandes structures peuvent porter cette période de référence à 3 ans en cas d'autorisation d'accord de branche, il serait dommage d'exclure les petites entreprises d'une plus grande autonomie et de les priver d'un facteur de compétitivité supplémentaire.